

*Dominique Boillat- Consulting financier, immobilier et fiscal*

## **RESIDENTS FISCAUX NON HABITUELS FLASH OCTOBRE 2019 - PORTUGAL**



### **LES CHANGEMENTS EN COURS**

- Pour rappel le statut de résident non-habituel a été créé au Portugal en 2009 pour promouvoir la croissance du Portugal.
- Ce statut permet de bénéficier de taux avantageux pour l'imposition sur les revenus, voir même d'une exemption totale dans certains cas.
- La liste des professions à « haute valeur ajoutée » qui donnent accès au statut RNH au Portugal a changé.



**Profession éligible RNH dès 2020**

**Précisions passage de l'ancienne à nouvelle liste**

**Enregistrement fiscal facilité RNH**

**Nouvelle liste officielle des professions reconnues RNH**

**Texte de Loi original**

**Page 2 ;3**

**Page 3**

**Page 4 ;6**

**Page 7 ;8**

**Page 9 et suivantes**

**VOS CONTACTS : Dominique Boillat - +41 79 446 14 86 – [info@dboillatconsulting.com](mailto:info@dboillatconsulting.com)  
Orlando Barreiro + 41 79 238 10 96**



*Dominique Boillat- Consulting financier, immobilier et fiscal*

## ***Nouvelle liste des professions à « haute valeur ajoutée » qui donnent accès au statut RNH dès 2020***

2

**Des professions telles que les psychologues, architectes, designers ou les archéologues ont quitté la liste, et d'autres telles que les directeurs d'hôtels et de restaurants ainsi que les dentistes ont été ajoutées.**

Le fisc portugais a procédé à un « examen approfondi » de la liste des **activités professionnelles reconnues comme à « haute valeur ajoutée »** et qui donnaient droit au statut de résidents non habituels.

La situation économique du Portugal a considérablement changé depuis la publication de ce tableau d'activités, *avec une transformation significative de la dynamique de la création d'emplois* ».

Les résidents non-habituels exerçant les professions indiquées dans cette liste ont droit à des taux spéciaux sur l'IRS.

Le fisc portugais justifie ce changement par les difficultés rencontrées par les employeurs du pays dans divers secteurs « d'embaucher des travailleurs ayant divers profils de compétences et de qualifications ».

**La première liste des professions ayant accès au statut RNH, publiée en 2010, reposait sur les codes des activités économiques, appelés CAE.**

**Les finances ont maintenant abandonné ce modèle et adoptent désormais "un modèle basé sur la correspondance directe dans les codes de la classification portugaise des professions (CPP)".**

La nouvelle liste des professions ayant accès au statut RNH répertorie les **catégories professionnelles telles que médecins, ingénieurs, professeurs d'université ou spécialistes des technologies de l'information et de la communication.**

**Cependant d'autres professions, comme les psychologues, les architectes, les géologues ou les archéologues, ont tout simplement disparu.**



*Dominique Boillat- Consulting financier, immobilier et fiscal*

Les nouveaux besoins en termes de main d'œuvre incluent des activités telles que les directeurs dans l'hôtellerie, la restauration, le commerce et autres services, les agriculteurs et les ouvriers qualifiés dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, les ouvriers forestiers qualifiés, les travailleurs de la pêche et de la chasse ou les opérateurs d'usines, de machines ainsi que les monteurs.

L'ordonnance ajoute que la première liste publiée en 2010 était appropriée pour le démarrage du système fiscal RNH et que, "une fois testée par la pratique, elle devait bénéficier d'améliorations supplémentaires", comme cela se produit maintenant.

***La nouvelle liste est valable à partir du 1er janvier 2020 et selon l'évaluation de l'évolution de la situation économique du pays, elle pourra être revue d'ici trois ans.***

Ce changement permet «la clarification la plus immédiate des doutes interprétatifs concernant la portée et la portée de chacune des activités énumérées dans le tableau, car pour chaque code de profession, une description de poste est donnée qui prend en compte des exemples, ainsi que les professions incluses et exclues et, d'autre part, d'assurer une meilleure précision dans la comparabilité statistique au niveau européen et international dans les différents domaines dans lesquels cette classification est appliquée ».

## **PRÉCISIONS SUR LA NOUVELLE LISTE RNH**

**Une personne qui bénéficie actuellement du statut RNH pour une profession qui n'est pas dans la nouvelle liste conservera ses droits.**

**En revanche, une personne qui se serait vu refusé le statut RNH avant le 31 décembre 2019 mais dont la profession serait incluse dans la nouvelle liste, ne pourra pas prétendre au statut RNH.**

*Vous trouverez en fin de dossier la nouvelle liste officielle des professions reconnues à « haute valeur ajoutée » et qui donnent droit au statut RNH à compter du 1er janvier 2020, publiée par le gouvernement portugais.*



*Dominique Boillat- Consulting financier, immobilier et fiscal*

## ***Enregistrement fiscal facilité pour les « RNH » Les avantages fiscaux deviennent automatiques***

4

Il s'agit d'une circulaire AT. Il se peut qu'une déduction de 20 % au titre de l'IRS doive être vérifiée à une date ultérieure.

**Des changements sont en vue dans le régime des résidents non habituels (RNH), entré en vigueur il y a dix ans (en 1999) et destiné à attirer les retraités étrangers et à encourager l'entrée sur le marché du travail national des personnes travaillant dans certains domaines scientifiques, artistiques et techniques.**

**Quels changements ?**

**Les avantages fiscaux escomptés seront automatiquement réalisés lorsqu'ils seront enregistrés auprès de l'autorité fiscale et douanière (AT). Ceci afin d'éviter des retards dans la reconnaissance de ce statut pour les candidats.**

**Les modifications apportées aux procédures et aux professions elles-mêmes, qui ne sont éligibles qu'à 20 % de l'IRS pendant 10 ans, sont déjà connues depuis juillet, par le biais d'une ordonnance, mais l'administration fiscale a maintenant émis des recommandations internes expliquant les procédures à suivre.**

**"Il faut comprendre qu'avec l'acte d'enregistrement en tant que résident irrégulier, le contribuable acquiert le droit d'être imposé en vertu du régime fiscal respectif", se réfère à une circulaire de l'AT envoyée aux services, cité par Lusa.**

**Cela signifie que le contribuable sera assujéti à l'impôt sur le revenu des personnes physiques au taux de 20% à partir du moment où il s'inscrit et pendant les 10 ans où il a le droit de bénéficier de ce régime fiscal, créé en 2009 et reformulé en 2012 pour attirer les non-résidents à revenu élevé ou les professionnels liés qui figurent sur la liste des activités à haute valeur ajoutée.**



L'AT abandonne ainsi la pratique qui a été suivie ces dernières années de reconnaissance préalable de l'activité en même temps que la demande d'enregistrement d'une personne en tant que résident non habituel.

**Selon la circulaire, le fait qu'il n'y ait pas de reconnaissance préalable de l'activité n'empêche toutefois pas le contribuable d'avoir à être prêt à prouver l'exercice effectif de l'activité et l'obtention du revenu.**

Il peut être nécessaire de fournir des éléments de preuve, **"Le contribuable doit être en possession de la preuve de l'exercice effectif de cette (ces) activité(s) et des revenus correspondants, ainsi que des autres exigences légales du droit qu'il invoque dans l'une de ces années durant la période maximale de dix ans pendant laquelle il peut bénéficier du statut de RNH, et doit le présenter chaque fois que les services AT le demandent "**, lit le document.

La circulaire, signée par la directrice générale de l'AT, Helena Borges, ajoute également que, de cette manière, **"la vérification des faits/juridictions invoqués dans la déclaration s'effectue à travers les preuves qui doivent être présentées par les contribuables à un stade postérieur à la présentation de la déclaration de revenus, et non par l'approbation du code correspondant dans l'application du registre (SGRC), comme ce fut le cas à ce jour.**

Selon le code de l'IRS, ces pièces justificatives doivent être soumises dans un délai de 15 jours, qui peut être étendu à 25 jours lorsque le contribuable prétend avoir des difficultés à obtenir les documents requis, écrit Lusa.

La preuve de l'exercice d'une activité ou de l'obtention d'un revenu dans le cadre du régime de **la RNH au titre de la liste EVA en vigueur jusqu'en juillet de cette année** peut être apportée par le contrat de travail ou la prestation de services à condition qu'il identifie objectivement les fonctions exercées ou, **dans le cas de "direction générale de l'entreprise", par un document prouvant le poste de direction, précise l'agence.**





*Dominique Boillat- Consulting financier, immobilier et fiscal*

6

*Dans le cas des contribuables qui bénéficient du régime fiscal à travers l'activité d'investisseurs, administrateurs et dirigeants d'entreprises promouvant l'investissement productif, pour autant qu'ils soient affectés à des projets éligibles et qu'ils aient conclu des contrats d'avantages fiscaux en vertu du Code fiscal des investissements", la preuve est apportée par un document prouvant leur qualification comme investisseur, administrateur ou dirigeant d'une société affectée à ce type de projets éligibles.*

Dans le cas d'activités indépendantes, il sera nécessaire de soumettre à l'AT la déclaration de début d'activité avec l'indication d'un IRS ou d'un code d'activité économique (CAE) compatible avec la liste EVA, ainsi que " la description des factures émises, accompagnée d'un document prouvant l'enregistrement à l'Ordre professionnel, dans le cas où l'activité réalisée nécessite un tel enregistrement ".

En ce qui concerne la liste des activités à haute valeur ajoutée contenue dans le décret publié en juillet de cette année, le document indique que "les éléments de preuve pertinents seront divulgués dans des instructions spécifiques en temps utile".

**Nous sommes à votre disposition pour toutes questions,  
installations de société et plus**

**Nous avons des listes de biens à disposition.**

**Octobre 2019**



*Dominique Boillat- Consulting financier, immobilier et fiscal*

## **NOUVELLE LISTE DES PROFESSIONS RECONNUES À « HAUTE VALEUR AJOUTÉE » POUR LE STATUT RNH**



Voici la liste officielle des professions reconnues à « haute valeur ajoutée » et qui **donnent droit au statut RNH à compter du 1er janvier 2020**, publiée par le gouvernement portugais.

### **« Liste des activités à haute valeur ajoutée au sens des articles 72 (10) et 81 (5) du Code IRS »**

- I - Activités professionnelles (codes RPC) :
- 112 - Directeur général et directeur exécutif de sociétés ;
- 12 - Directeurs des services administratifs et commerciaux ;
- 13 - Directeurs de la production et des services spécialisés ;
- 14 - Directeurs / directrices d'hôtel, de restaurant, de commerce et autres services ;
- 21 - Spécialistes en sciences physiques, mathématiques, ingénierie et techniques connexes ;
- 221 – Médecins ;
- 2261 - Dentistes et stomatologues ;
- 231 - Enseignant universitaire et supérieur ;
- 25 - Experts en technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- 264 - Auteurs, journalistes et linguistes ;
- 265 - Artistes des arts créatifs et du spectacle ;
- 31 - Techniciens et professions intermédiaires en sciences et génie ;
- 35 - Techniciens en technologies de l'information et de la communication ;
- 61 - Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de l'élevage pour le commerce ;
- 62 - Ouvriers qualifiés de l'industrie forestière, de la pêche et de la chasse ;



*Dominique Boillat- Consulting financier, immobilier et fiscal*

- 7 - Ouvriers qualifiés dans l'industrie, la construction et les artisans, y compris en particulier métallurgie, travail des métaux, transformation des aliments, travail du bois, habillement, artisanat, impression, fabrication d'instruments de précision, bijoutiers, artisans, ouvriers en électricité et électronique ;
- 8 - Opérateurs d'installations et de machines et ouvriers d'assemblage, à savoir opérateurs de machines fixes ;

**Les travailleurs relevant des activités professionnelles susmentionnées doivent avoir au moins le niveau de qualification du cadre européen des certifications niveau 4 ou de la classification internationale de type d'éducation de niveau 35 ou cinq ans d'expérience professionnelle dûment justifiée.**

**II - Autres activités professionnelles :**

**Les dirigeants de sociétés promouvant les investissements productifs, pour autant qu'ils soient éligibles aux projets éligibles et aux accords de concession d'avantages fiscaux conclus en vertu du Code des impôts sur l'investissement, approuvé par le décret-loi n ° 162/2014 du 31 octobre »**





## FINANÇAS

Portaria n.º 230/2019

de 23 de julho

*Sumário:* Alteração da Portaria n.º 12/2010, de 17 de janeiro — Tabela de atividades IRS.

O regime fiscal para o residente não habitual em sede de imposto sobre o rendimento das pessoas singulares (IRS) foi introduzido no sistema fiscal nacional por via do Decreto-Lei n.º 249/2009, de 23 de setembro, no uso da autorização legislativa conferida pelo artigo 126.º da Lei n.º 64-A/2008, de 31 de dezembro, que aprovou o Orçamento do Estado para 2009, num contexto em que a necessidade de promover a crescente projeção de Portugal no cenário mundial motivou a que o Governo tivesse feito uso dos instrumentos de política fiscal internacional ao dispor do país para, entre outras medidas, estabelecer os necessários incentivos fiscais à relocalização para o território português de profissionais em atividades de elevado valor acrescentado.

Foi neste contexto que a Portaria n.º 12/2010, de 7 de janeiro, aprovou a tabela de atividades de elevado valor acrescentado para efeitos do disposto no n.º 6 do artigo 72.º (atual n.º 10 do artigo 72.º) e no n.º 4 do artigo 81.º (atual n.º 5 do artigo 81.º) do Código do Imposto do Rendimento das Pessoas Singulares (IRS).

A tabela de atividades constante da referida portaria representou um catálogo de atividades que serviu de arranque ao regime fiscal para os residentes não habituais e que, conforme indicado no preâmbulo da referida portaria, uma vez testado pela prática, poderia e deveria vir a beneficiar dos aperfeiçoamentos que viessem a revelar-se necessários.

A situação económica de Portugal sofreu uma relevante mutação desde a publicação da referida tabela de atividades, existindo uma transformação significativa das dinâmicas de criação de emprego. De facto, entidades empregadoras de vários setores têm revelado dificuldades na contratação de trabalhadores com perfis de competências e qualificações diversificados, pelo que, neste contexto, importa reforçar os fatores de atratividade de trabalhadores que queiram vir para Portugal, incrementando valor na economia nacional. Assim, na sequência do trabalho desenvolvido conjuntamente entre áreas governativas das Finanças, da Economia e do Trabalho, Solidariedade e Segurança Social, procede-se a uma revisão profunda da tabela de atividades constante da referida portaria, por forma a alinhar as atividades que dela constam com o valor acrescentado para o mercado de trabalho nacional, devido a competências especializadas ou dificuldades de recrutamento.

Nesse sentido, optou-se por abandonar o modelo subjacente à anterior tabela de atividades de elevado valor acrescentado — baseada, ainda que sem correspondência direta, em códigos de atividades económicas (CAE) — para passar a adotar um modelo assente, com correspondência direta, em códigos da Classificação Portuguesa de Profissões (CPP). Esta alteração permite, por um lado, o esclarecimento mais imediato de dúvidas interpretativas relativamente ao âmbito e alcance de cada uma das atividades constantes da tabela, uma vez que para cada código de profissão é detalhado um descritivo de funções que considera exemplos de profissões incluídas e excluídas e, por outro, assegurar uma melhor precisão na comparabilidade estatística, a nível europeu e internacional, nos diversos domínios em que é aplicada esta classificação.

Assim:

Manda o Governo, pelo Ministro das Finanças, ao abrigo do disposto no n.º 10 do artigo 72.º e no n.º 5 do artigo 81.º do Código do IRS, o seguinte:

### Artigo 1.º

#### Objeto

A presente portaria altera a Portaria n.º 12/2010, de 7 de janeiro, que aprovou a tabela de atividades de elevado valor acrescentado para efeitos do disposto no n.º 10 do artigo 72.º e no n.º 5 do artigo 81.º do Código do IRS.





Artigo 2.º

Alteração à Portaria n.º 12/2010, de 7 de janeiro

1 — Os números 1 e 2 do artigo único da Portaria n.º 12/2010, de 7 de janeiro, passam a ter a seguinte redação:

«1 — É aprovada a tabela de atividades de elevado valor acrescentado para efeitos do disposto no n.º 10 do artigo 72.º e no n.º 5 do artigo 81.º do Código do IRS, constante do anexo, que faz parte integrante desta portaria.

2 — Todas as dúvidas interpretativas respeitantes ao âmbito e ao alcance das atividades constantes da presente tabela devem ser enquadradas nos códigos da Classificação Portuguesa de Profissões (CPP) anexa à Deliberação n.º 967/2010 correspondente à 14.ª Deliberação da Secção Permanente de Coordenação Estatística do Conselho Superior de Estatística (CSE) de 5 de maio de 2010, publicada no *Diário da República*, 2.ª série, n.º 106, de 1 de junho de 2010, bem como das respetivas Notas explicativas vigentes.»

2 — O Anexo da Portaria n.º 12/2010, de 7 de janeiro, passa a ter a seguinte redação:

«Tabela de atividades de elevado valor acrescentado para efeitos do disposto no n.º 10 do artigo 72.º e no n.º 5 do artigo 81.º do Código do IRS

I — Atividades profissionais (códigos CPP):

112 — Diretor-geral e gestor executivo, de empresas

12 — Diretores de serviços administrativos e comerciais

13 — Diretores de produção e de serviços especializados

14 — Diretores de hotelaria, restauração, comércio e de outros serviços

21 — Especialistas das ciências físicas, matemáticas, engenharias e técnicas afins

221 — Médicos

2261 — Médicos dentistas e estomatologistas

231 — Professor dos ensinos universitário e superior

25 — Especialistas em tecnologias de informação e comunicação (TIC)

264 — Autores, jornalistas e linguistas

265 — Artistas criativos e das artes do espetáculo

31 — Técnicos e profissões das ciências e engenharia, de nível intermédio

35 — Técnicos das tecnologias de informação e comunicação

61 — Agricultores e trabalhadores qualificados da agricultura e produção animal, orientados para o mercado

62 — Trabalhadores qualificados da floresta, pesca e caça, orientados para o mercado

7 — Trabalhadores qualificados da indústria, construção e artífices, incluindo nomeadamente trabalhadores qualificados da metalurgia, da metalomecânica, da transformação de alimentos, da madeira, do vestuário, do artesanato, da impressão, do fabrico de instrumentos de precisão, joalheiros, artesãos, trabalhadores em eletricidade e em eletrónica.

8 — Operadores de instalações e máquinas e trabalhadores da montagem, nomeadamente operadores de instalações fixas e máquinas

Os trabalhadores enquadrados nas atividades profissionais acima referidas devem ser possuidores, no mínimo, do nível 4 de qualificação do Quadro Europeu de Qualificações ou do nível 35 da Classificação Internacional Tipo da Educação ou serem detentores de cinco anos de experiência profissional devidamente comprovada.

II — Outras atividades profissionais:

Administradores e gestores de empresas promotoras de investimento produtivo, desde que afetos a projetos elegíveis e com contratos de concessão de benefícios fiscais celebrados ao abrigo do Código Fiscal do Investimento, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 162/2014, de 31 de outubro.»





Artigo 3.º

Aditamento à Portaria n.º 12/2010, de 7 de janeiro

É aditado um n.º 3 do artigo único da Portaria n.º 12/2010, de 7 de janeiro, com a seguinte redação:

«3 — Em função da avaliação da evolução da situação económica do país, a tabela de atividade de elevado valor acrescentado poderá ser revista no prazo de três anos.»

Artigo 4.º

Entrada em vigor e produção de efeitos

A presente portaria entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação e produz efeitos a partir de 1 de janeiro de 2020, inclusive, sem prejuízo do disposto no artigo seguinte.

Artigo 5.º

Disposição transitória

1 — Sem prejuízo do disposto no número seguinte, as alterações à tabela de atividades de elevado valor acrescentado introduzidas pela presente Portaria não são aplicáveis aos seguintes sujeitos passivos:

a) Sujeitos passivos que a 1 de janeiro de 2020 já se encontrem inscritos como residentes não habituais, ainda que o estatuto de residente não habitual se encontre suspenso nos termos do n.º 12 do artigo 16.º do Código do IRS;

b) Sujeitos passivos cujos pedidos de inscrição se encontrem pendentes a 1 de janeiro de 2020 ou que solicitem essa inscrição, nos termos do n.º 10 do artigo 16.º do Código do IRS, até 31 de março de 2020, com efeitos ao ano de 2019.

2 — Não obstante o disposto no número anterior, aos sujeitos passivos aí previstos é igualmente aplicável a tabela de atividades de elevado valor acrescentado com as alterações introduzidas pela presente Portaria, enquanto não estiver esgotado o respetivo período a que se refere o n.º 9 do artigo 16.º do Código do IRS.

O Ministro das Finanças, *Mário José Gomes de Freitas Centeno*, em 10 de julho de 2019.

112438663